

édito

# Du Vlaams Blok au Vlaams Belang : anticiper toutes les conséquences

Théo Hachez et Benoît Lechat

*Tout semble concourir à l'intégration du Vlaams Blok au paysage politique et institutionnel flamand. Ce n'est pas seulement que le Blok vole de succès électoral en succès électoral, tendance que confirment les derniers sondages. En outre, cette extrême droite nationaliste a toujours été traitée par les médias flamands sur un pied d'égalité avec les autres forces politiques. Un premier stade critique a été atteint en juin dernier : faute d'en être, le poids du Blok a déterminé indirectement la composition de la majorité flamande, forçant une alliance des trois partis traditionnels.*

*Même la confirmation définitive par la Cour de cassation de la condamnation des associations périphériques du Blok pour « incitation systématique à la discrimination » pourrait avoir l'effet paradoxal de favoriser le franchissement du dernier obstacle : le fameux « cordon sanitaire », un accord par lequel les partis démocratiques se sont engagés à ne pas former de majorité avec le parti d'extrême droite. Car ceux qui se présentent en martyrs de la démocratie se sont saisis de l'occasion pour changer de nom, alors même*

*que la condamnation ne les y force absolument pas. L'astuce est de fournir ainsi un prétexte à ceux qui, dans les partis de la droite flamande (le V.L.D. et le C.D.&V.), veulent faire entrer l'extrême droite dans des majorités communales, régionale et pourquoi pas fédérale. Dès avant le changement de nom, les sondages ne faisaient-ils pas apparaître qu'une majorité d'électeurs flamands ne comprenait déjà plus ce qui pouvait motiver le fameux cordon sanitaire? Des voix autorisées ne vont-elles pas jusqu'à prétendre que seule l'épreuve du pouvoir pourra avoir raison de cette extrême droite qui reste cependant dépositaire de tout son contenu historique nauséabond et qui continue d'incarner un désir fébrile de discrimination?*

## UNE DIVERGENCE NOUVELLE

*Quelle sera l'attitude des politiques de Wallonie et de Bruxelles si l'extrême droite entrait dans une coalition flamande ou tentait de s'imposer dans la part flamande de la majorité fédérale? Abrupte, la question n'est plus un cas d'école. Or, jusqu'à présent, intérêt et vertu se sont conjugués pour justifier un ostracisme francophone radical à l'égard de l'extrême droite, flamande en particulier.*

*Récemment, les excellences wallonnes et bruxelloises qui accompagnaient le prince Philippe dans une mission de promotion des exportations belges en Chine ont pu se contenter de faire porter par la délégation flamande le chapeau de la présence de la députée Vlaams Blok Marie-Rose Morel. Qu'en serait-il si, par malheur, la même personne devenait un jour ministre flamande et participait, par exemple, à une réunion du Comité de concertation entre le gouvernement fédéral et les Régions et Communautés?*

*Ne pas envisager un tel scénario, ce n'est pas seulement faire l'autruche, c'est aussi prêter le flanc à la critique: la lutte contre l'extrême droite, toute justifiée qu'elle est, fournit prétexte et posture aux « démocrates » qui s'offrent grâce à elle une identité politique à bon compte et une censure efficace contre les critiques dont ils sont l'objet. Mais gare aux rodomontades suivies presque aussitôt de débandades: l'enchaînement pourrait avoir un effet désastreux, comme dans le cas autrichien.*

*Alors autant s'y préparer. Il n'est évidemment pas question de recul sur les principes. Il reste toujours à combattre — et d'abord en Wallonie et à Bruxelles — tout comportement comparable à ceux qui ont été clairement condamnés par la Cour d'appel de Gand.*

*De même, il faut encore et toujours refuser toutes les banalisations de la collaboration et de l'antisémitisme pratiqués durant la Seconde Guerre mondiale. À ce titre, il*

*importe notamment de ne pas céder sur la revendication d'amnistie des anciens collaborateurs quand elle revient à mettre sur le même pied les victimes du nazisme et ceux qui se sont rendus coupables de collaboration avec l'occupant nazi. Cette revendication est encore portée aujourd'hui non seulement par des représentants du Vlaams Blok mais aussi par des représentants de partis démocratiques comme le C.D.&V. En Flandre, on n'a pas assez condamné l'insoutenable banalisation du fascisme dont se rendent coupables aujourd'hui encore le Vlaams Blok et tous ceux qui continuent de fréquenter des évènements organisés par des nostalgiques de l'« ordre nouveau ».*

*Enfin — mais c'est assurément le moyen le plus difficile et le plus exigeant —, il convient de se préparer à refuser toute cession de l'État belge par l'extrême droite et d'anticiper au maximum les conséquences d'un tel refus. Si les Wallons et les Bruxellois refusent un jour de cogérer la Belgique avec un parti qui est l'héritier direct des collaborateurs du V.N.V., ils devront non seulement renoncer au modèle fédéral actuel, mais ils devront également en assumer les conséquences économiques et financières.*

*Vertu intransigeante et défense des intérêts francophones n'iront donc plus alors naturellement de pair.*

*Faudra-t-il faire alors le sacrifice du maintien de la Belgique au nom de la démocratie et, paradoxalement, provoquer l'éclatement que souhaitent de tout temps les nationalistes flamands ? On serait bien avisé d'anticiper de tels choix. ■*